



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la  
réglementation et de la  
sécurité routière**

## **Cahier des charges**

**Concession de service public  
relatif aux opérations de dépannage, de remorquage et de mise  
en fourrière des véhicules sur le réseau routier et autoroutier  
national non concédé  
de l'Essonne**

Préfecture de l'Essonne – Boulevard de France Georges Pompidou – 91010 EVRY-COURCOURONNES  
CEDEX – – [www.essonne.gouv.fr](http://www.essonne.gouv.fr) Tél. : 01.69.91.91.91

# Sommaire

## **I Informations préalables**

- Article 1**           Objet du cahier des charges
- Article 2**           Champ d'application
- Article 3**           Réglementation applicable à la présente concession de service public
- Article 4**           Conditions de désignation
- Article 5**           Secteurs d'intervention

## **II Modalités d'interventions**

- Article 6**           Organisation du dépannage/remorquage
- Article 7**           Véhicules utilisés
- Article 8**           Sécurité – signalisation des personnes
- Article 9**           Situation exceptionnelle

## **III Conditions financières des interventions dans le cadre du dépannage remorquage**

- Article 10**          Tarification

## **IV Procédure applicable aux véhicules mis en fourrière**

- Article 11**          Réglementation applicable
- Article 12**          Mode de rémunération de la concession de service public

## **V Modalités de la concession de service public**

- Article 13**          Contrat de concession de service public
- Article 14**          Durée de la concession
- Article 15**          Rapport d'activité
- Article 16**          Responsabilités et contrôles de l'administration
- Article 17**          Responsabilités du titulaire
- Article 18**          Résiliation
- Article 19**          Sanctions
- Article 20**          Publicité du cahier des charges

## **Chapitre I : INFORMATIONS PRÉALABLES**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet du cahier des charges**

Le présent cahier des charges définit les modalités d'interventions relatives aux opérations de dépannage, de remorquage, et de mise en fourrière des véhicules sur le réseau routier et autoroutier national non concédé de l'Essonne.

Ces interventions ne peuvent être effectuées que par les professionnels attributaires du ou des lots dans le cadre de la procédure de contrat de concession.

Il s'impose au professionnel choisi pendant toute la durée définie dudit contrat.

### **Article 2 : Champ d'application**

Le présent cahier des charges s'applique au titulaire qui a pour mission le dépannage, le remorquage, ou la mise en fourrière de véhicules sur le réseau routier national non concédé, à savoir le réseau routier et autoroutier dont l'exploitation est réalisée par la Direction des routes d'Île-de-France (DIRIF).

De ce fait, est exclue du champ d'application du présent cahier des charges, toute intervention sur le réseau routier :

- exploité par une collectivité territoriale (Conseil départemental, Établissement public de coopération intercommunale, commune),
- de l'autoroute A10 concédée à la société Vinci Autoroute,
- de l'autoroute A6 concédée à la société Autoroute Paris Rhin Rhône.

### **Article 3 : Réglementation applicable à la présente concession de service public**

Le titulaire, sous réserve de l'évolution de la réglementation applicable au dépannage / remorquage et à la mise en fourrière des véhicules, devra exécuter les prestations qui lui sont concédées en se conformant :

- au présent cahier des charges,
- au Code de la Route,
- Décret n°89-477 du 11 juillet 1989 relatif au tarif de dépannage des véhicules sur les autoroutes et routes express
- à l'arrêté du 27 juin 2024 relatif aux caractéristiques techniques des véhicules de dépannage et à l'évacuation des véhicules en panne ou accidentés,

## **Article 4 : Conditions de désignation**

Pour être retenus sur un lot, les titulaires doivent satisfaire aux conditions suivantes :

### **1. conditions générales**

- être en conformité avec la réglementation applicable à la profession, notamment l'arrêté du 27 juin 2024 relatif aux caractéristiques techniques des véhicules de dépannage et à l'évacuation des véhicules en panne ou accidentés et la loi n°96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, fixant les règles de qualification professionnelle dans certains secteurs d'activités ;
- **être titulaire d'un agrément de gardien de fourrière pour le ou les sites d'exploitation proposé(s),**
- assurer, dans le cadre d'un calendrier des permanences planifiées, avec les autres concessionnaires, un service 24 heures sur 24 tous les jours de l'année ;
- s'engager au respect du présent cahier des charges et de ses annexes, sous peine des sanctions fixées par l'article 29 de ce même document ;
- s'engager en toute circonstance à mettre en œuvre toutes les mesures que l'administration estimera nécessaires en vue de garantir la sécurité des personnes ;
- justifier d'une garantie pour un montant illimité compte tenu des activités exercées, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils pourraient encourir en raison de leur activité professionnelle. Le titulaire assume l'entière responsabilité pour les dégâts occasionnés aux véhicules lors d'opérations d'enlèvement, de transport, de déchargement ou de gardiennage. A cette fin, il est tenu de souscrire une assurance pour la couverture des risques liés à son activité et à celles des tiers dont il a la responsabilité. Les attestations correspondantes seront fournies lors du dépôt de candidature et annuellement pendant toute la durée de l'agrément ;
- se conformer à la tarification telle que stipulée à l'article 10 ;
- s'engager à informer l'administration de tous changements susceptibles de modifier les conditions initiales d'agrément (exemples : modification de la forme juridique ou du lieu d'exploitation, dirigeants, diminution du parc, suppression d'emploi, modification de tout document administratif).,

### **Important :**

Seuls sont habilités à intervenir sur le réseau visé à l'article 2, les dépanneurs-fourrieristes ayant reçu un agrément fourrière. L'agrément fourrière est accordé pour un ou plusieurs sites d'exploitation.

Une demande peut être faite pour le département de l'Essonne par le dépôt d'un dossier conformément à la procédure décrite en annexe 4.

En cas de demande d'agrément fourrière par un candidat disposant de plusieurs établissements, l'agrément fourrière sera examiné et attribué individuellement par site d'implantation.

Si au moment du dépôt de son offre, le candidat ne dispose pas d'agrément fourrière, il apporte la preuve qu'une demande est en cours en fournissant le récépissé du dépôt de dossier dans la préfecture concernée. La préfecture de l'Essonne ne peut être tenue pour responsable si le candidat ne transmet pas sa demande dans les délais ou si le candidat n'obtient pas son agrément fourrière au regard de la procédure décrite.

Le candidat retenu doit être titulaire de l'agrément fourrière pour l'attribution du contrat. Chaque site proposé dans l'offre du candidat doit impérativement apparaître dans l'arrêté valide de gardien de fourrière.

## 2. conditions liées aux interventions

- se rendre sur les lieux d'un accident dans un délai de 30 minutes pour les véhicules légers et d'une heure pour les poids lourds. Le délai d'intervention court à partir de la demande d'intervention ;
- nettoyer l'emplacement de leur intervention (y compris enlèvement des gros débris). En cas de nettoyage et/ou pollution trop importante, ils préviennent les forces de l'ordre et le gestionnaire de voirie (DIRIF)
- assurer, à la demande des services de police ou de gendarmerie, l'enlèvement des véhicules, leur stockage et leur conservation dans un lieu clos situé à proximité du secteur d'intervention ;
- s'engager à intervenir en dehors de leur secteur à la demande des forces de l'ordre lorsque l'un des professionnels de permanence n'est pas disponible (défaillance, renfort sur accident, dépannage double ou triple),

## 3. conditions liées aux véhicules de dépannage et de mise en fourrière

- présenter les certificats de mise en circulation (cartes grises et cartes blanches) de tous les véhicules dont ils disposent au moment de leur candidature et au fur et à mesure de leur mise en service, de tous les autres véhicules qu'ils pourraient y ajouter dans un délai de 30 jours après leur délivrance ;
- soumettre périodiquement leur matériel aux visites prescrites par l'administration ou par la commission départementale sur le réseau routier national non concédé ;
- utiliser du matériel permettant le dépannage et l'évacuation des véhicules des passagers (hors transport en commun) et de leurs bagages dans le respect du Code de la route ;
- s'engager à avertir l'administration immédiatement de l'immobilisation d'un véhicule affecté au dépannage si celle-ci devait dépasser 48 heures ;
- à équiper les véhicules d'un système de communication embarqué (radio, radiotéléphonie, téléphone portable) ;
- posséder dans les dépanneuses le matériel nécessaire pour assurer les interventions : petit outillage, un balai, une pelle, 10 kg de produit absorbant conforme à la norme autoroutière applicable, 3 cônes de signalisation, 2 extincteurs à poudre homologués et vérifiés, des gilets de signalisation à haute visibilité en nombre suffisant, en bon état et conformes à la norme en vigueur ;

- faire apparaître de façon apparente et lisible les noms, adresse, ainsi que la raison sociale et le numéro de téléphone de l'entreprise sur les véhicules et la façade des établissements ;
- équiper les véhicules d'avertisseurs lumineux et de dispositifs de signalisation conformes à la réglementation en vigueur ;
- afficher de façon visible et lisible, les tarifs sur les véhicules de dépannage et les présenter à tout usager.

#### **Pour les véhicules légers :**

- posséder a minima 3 véhicules de dépannage plateau double cabine ou cabine approfondie en conformité avec le code de la route régissant sa mise en circulation et capable d'enlever les véhicules d'un PTAC jusqu'à 3,5 tonnes (la charge utile minimum exigée pour le véhicule d'intervention sera de 3,5 tonnes).

#### **Pour les véhicules lourds :**

- posséder au moins un véhicule dépannage PL pouvant relever et remorquer les poids lourds, à savoir au moins un véhicule lourd de dépannage d'un PTAC de plus de 44 T **et** posséder ou disposer d'un engin de relevage. Pour ce faire, la mention autre PTAC possible Xt portée sur le certificat d'immatriculation devra être égal ou supérieur au PTAC du véhicule tracteur plus 44 T.

S'agissant de l'engin de relevage, il peut être passé contrat avec une entreprise de relevage, s'engageant à fournir de jour comme de nuit les moyens de levage nécessaires dans un délai de deux heures. La copie de ce contrat est transmise dans le dossier de candidature si tel est le cas. Ce contrat peut le cas échéant être passé avec un autre candidat à l'agrément préfectoral pour la période 2025-2031.

Au titre de l'offre, le candidat précise les caractéristiques du matériel, la disponibilité..., en produisant tout document (fiche technique, contrat de location, etc).

- posséder au moins un véhicule type « camion-atelier » permettant le dépannage des véhicules poids lourds

**Les véhicules d'intervention et le personnel correspondant doivent être spécifiquement affectés à un site et intervenir sur le(s) secteur(s) considéré(s) à partir de ce site.**

#### **4. conditions liées au personnel**

- disposer en permanence d'un personnel d'intervention qualifié dans le domaine du dépannage/remorquage et en nombre suffisant et cohérent avec le nombre de véhicules présentés dans le cadre de la concession ;
- s'engager à fournir à la Préfecture la liste du personnel ainsi qu'une copie des permis de conduire qui seront remis, lors du dépôt de l'offre et après chaque embauche ou départ, ainsi qu'aux services de police ou de gendarmerie concernées dans un délai de 30 jours.

Cette disposition s'étend à toutes les embauches de personnel qui auront lieu pendant la durée du contrat. Les dépanneurs ou leurs salariés bénéficieront, pendant la durée du contrat, nominativement et exclusivement dans le cadre de la concession d'une autorisation de circuler et stationner à pied sur les voies répertoriées à l'article 5.

➤ s'engager à déclarer à l'administration tout retrait de permis de conduire qui affecterait un employé ou le chef d'entreprise,

#### 5. conditions liées aux locaux

➤ exercer son activité dans des locaux dont le concessionnaire dispose en pleine jouissance légale, ouverts au public, proches des accès desservant le secteur défini et disposant :

- un bureau équipé de liaison téléphonique (jour et nuit) et informatique (connexion internet pour les échanges d'information avec la préfecture, les organisations professionnelles et les services de police et de gendarmerie),
- un local d'accueil éclairé et chauffé pour les usagers, avec accès à un téléphone, équipé d'un mobilier approprié comportant des toilettes conformes aux normes en vigueur réservées aux usagers (ces lieux doivent être accessibles aux personnes à mobilité réduite),

➤ les dépôts des véhicules enlevés dans le cadre des opérations de dépannage et des véhicules mis en fourrière devront être distincts et physiquement séparés.

➤ Le dépôt des véhicules mis en fourrière devra répondre à la réglementation en vigueur, clôture de 2 m de haut minimum, surveillé de manière efficace et réservé exclusivement à cet usage, une zone réservée permettant le stockage des véhicules sous scellés.

➤ La superficie devra être adaptée au nombre d'interventions prévisibles sur les secteurs demandés et permettre l'entreposage dans des conditions garantissant la sécurité et l'accès facile aux véhicules légers ou aux véhicules poids-lourds (minimum deux ensembles routiers).

➤ Tous les sites proposés devront être listés dans l'agrément de gardien de fourrière et répondre à la réglementation fourrière.

Toute modification des conditions initiales ayant donné lieu au contrat doit être signalée à la Préfecture de l'Essonne pour examen qui se réserve le droit de juger si cette modification est compatible avec le maintien du contrat.

Les dépanneurs indiquent le Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) et le Poids Total Roulant Autorisé (PTRA) des véhicules qu'ils peuvent remorquer, lever ou relever. Le titulaire précisera ces éléments lors de la remise de l'offre.

### **Article 5 : Secteurs d'intervention**

Le réseau routier et autoroutier national non concédé de l'Essonne, sous gestion d'exploitation par la Direction des routes d'Île-de-France (DIRIF) est divisé en plusieurs

secteurs selon les délais d'intervention, les distances et les accès à parcourir, ceci dans le but d'assurer un bon niveau de service et de sécurité.

Ce réseau routier est divisé en 4 secteurs d'intervention tels que définis ci-après :

Pour chaque secteur il convient d'y adjoindre l'ensemble des bretelles d'échangeurs.

Secteurs	Axes routiers et points de repères kilométriques	
Nord	A10 A126 RN20 A6 A6b	PR 0+000 au PR 5+500 PR 0 au PR 4+000 PR 3+000 au PR 3+1320 PR 8+414 au PR 17+220 (sortie n°6) PR 8+414 au PR 9+700 (sens Paris – province) au PR 9+1020 (sens province - Paris)
Est	A6 RN6 RN104 RN440 RN441 liaison RN441/RD 310	PR 17+220 au PR 26+925 PR 9+600 au PR 11+1450 PR 26+700 au PR 40+1300 (sortie n°36) PR 0 au PR 1+1020 PR 0 au PR 1 de l'intersection RN441 à l'intersection avec le giratoire RD310
Sud	RN446 RN449 RN104	PR 28+000 au PR 28+550 intersection RN104 (vers Evry) PR 40+1300 au PR 59+600 (sens intérieur) au PR 59+860 (sens extérieur)
Ouest	A10 A126 RN118 RN188 RN306	PR 5+500 au PR 14+034 PR 4+000 au PR 6+1265 PR 0+000 au PR 15+380 PR 4+000 au PR 5+295 PR 0+000 au PR 0+940 (RN118 sens Paris - province) PR 0+000 au PR 0+630 (RN118 sens province - Paris)

**À noter, pour des raisons de continuité de l'axe et d'accès :**

- la section d'autoroute A6, sur la commune d'Antony (92), est prise en compte pour les interventions par les titulaires de la CSP de la Préfecture de l'Essonne,

- la section d'autoroute A86 (ou RN385), sur la commune de Verrières-le-Buisson (91), est prise en compte pour les interventions selon les modalités définies par la Préfecture des Hauts de Seine.
- la section de la RN104 sur la commune de Lieusaint (77) est prise en compte pour les interventions par les titulaires de la CSP de la Préfecture de l'Essonne.

***En cas de changement de statut d'un des axes répertorié, celui-ci pourra être retiré de la concession de service public.***

***Le retrait d'un axe peut être décidé unilatéralement par la personne publique en cas de changement de statut, sans indemnité.***

Une carte est jointe en annexe du présent cahier des charges.

Chaque secteur géographique fait l'objet de 2 lots selon le type de véhicules (véhicule léger ou poids lourds). Le nombre total de lots est donc de 8, identifiés comme suit :

- 
- Lot 1 ➤ secteur Nord – véhicules légers
- Lot 2 ➤ secteur Nord – poids lourds
- Lot 3 ➤ secteur Sud – véhicules légers
- Lot 4 ➤ secteur Sud – poids lourds
- Lot 5 ➤ secteur Est – véhicules légers
- Lot 6 ➤ secteur Est – poids lourds
- Lot 7 ➤ secteur Ouest – véhicules légers
- Lot 8 ➤ secteur Ouest – poids lourds

## **Chapitre II : Modalités d'intervention**

### **Article 6 : Organisation du dépannage/remorquage**

Seuls sont habilités à intervenir les titulaires de permanence ou requis et dirigés par les forces de l'ordre territorialement compétentes.

Sur chaque secteur, un service est assuré 24 h sur 24 tous les jours de l'année (y compris les dimanches et jours fériés), suivant un planning de permanence établi par l'administration. Le concessionnaire de garde ne peut se faire remplacer qu'avec l'accord express de l'administration et uniquement par d'autres concessionnaires du secteur concerné.

Lorsque le professionnel de permanence sur un secteur n'est pas disponible (cas de force majeure, dépannage en cours...), il avertira les forces de l'ordre, gestionnaire des appels. Ces derniers feront alors appel à un autre professionnel agréé sur le secteur considéré.

Le lieu de la panne ou de l'accident est précisé le mieux possible par les forces de l'ordre au professionnel grâce à l'indication du sens de la chaussée concernée, du point de repère kilométrique (P.R.) de l'autoroute ou la voie assimilée, et/ou du numéro de la borne d'appel ou toute autre information.

La DIRIF s'engage à procéder au balisage du lieu de dépannage dès que la mission ne peut être effectuée dans des conditions de sécurité satisfaisantes et chaque fois que le dépanneur en fera la demande aux forces de l'ordre et avec l'accord de ces dernières.

Le dépanneur devra se rendre, avec le véhicule agréé pour le dépannage, auprès du véhicule en panne dans les délais les plus brefs de manière à se trouver sur les lieux en 30 minutes pour les véhicules légers et en une heure pour les poids lourds après l'appel par les forces de l'ordre.

Les interventions ont pour objet soit :

- **le dépannage sur place** : remettre les véhicules et leur annexe tractée en état de marche, suite à un incident mineur, dans un délai prévisible maximum de 30 minutes après l'arrivée sur place ;
- **le dépannage après déplacement de sécurité** : remettre les véhicules et leur annexe tractée en état de marche après déplacement de l'ensemble sur une surface où la sécurité est optimisée (aire de service, aire de repos, refuges...). Dans ce cas, la durée prévisible de l'intervention peut dépasser 30 minutes si elle ne nécessite pas d'être réalisée en atelier ;
- **l'évacuation** : évacuer les véhicules immobilisés, en panne non réparables sur place, ou accidentés, y compris les opérations de relevage des véhicules accidentés et de leur cargaison selon les directives du gestionnaire de voirie, saisi, le cas échéant, par les forces de police présentes.

Ces opérations doivent être effectuées dans les conditions déterminées par la réglementation en vigueur au moment de l'intervention.

Lors de l'évacuation, l'usager peut demander que le véhicule soit déposé :

- à moins de 5 km de la première sortie et donc sans frais supplémentaires,
- à plus de 5 km de la première sortie et dans ce cas au tarif complémentaire affiché dans le véhicule de dépannage,
- au domicile de l'usager, dans un atelier de réparation ou tout autre lieu en dehors de la voirie publique,
- à l'atelier de réparation, ou dépôt, du dépanneur agréé, qui informe l'usager du tarif de garde journalier du véhicule.

Durant l'intervention, le titulaire doit :

- prévenir immédiatement les forces de l'ordre des difficultés qui pourraient rendre nécessaire leur intervention afin d'assurer la protection du convoi ou la sécurité de la circulation ;
- indiquer aux conducteurs des véhicules les différents choix d'évacuation existants tels qu'évoqués ci-dessus ;
- informer le conducteur du véhicule en panne :
  - des conditions techniques de son intervention,
  - des conditions tarifaires de son intervention,
  - de la prise en charge éventuelle par une assistance,
  - d'une estimation écrite conforme avec les tarifs de l'entreprise si des prestations supplémentaires sont nécessaires ou demandées par l'usager ;
- nettoyer l'emplacement de leur intervention. Est inclus dans le forfait du dépannage le premier nettoyage de l'emplacement de l'intervention, dans la limite du matériel imposé par l'arrêté du 27 juin 2024 relatif aux caractéristiques techniques des véhicules de dépannage et à l'évacuation des véhicules en panne ou accidentés. En cas de nettoyage et/ou pollution plus importante, ils préviennent les forces de l'ordre et le gestionnaire de la voirie (DIRIF) ;
- signaler la fin et la nature de l'intervention aux forces de l'ordre compétentes ;

### **Exceptions concernant le dépannage sur place**

Les opérations de dépannage sur place ne peuvent pas être réalisées :

- si les conditions d'exploitation ne sont pas satisfaisantes (gêne du trafic) ;
- si les conditions de sécurité sont insuffisantes :
  - bande d'arrêt d'urgence absente, neutralisée ou de largeur insuffisante ;
  - véhicule en panne au droit d'un basculement de circulation (trafic à double sens sur une même chaussée) ;
  - intempéries (forte pluie, neige, verglas, brouillard...) ;
- à la demande des forces de l'ordre ou du gestionnaire de la voirie (DIRIF).

Dans ces cas, les interventions seront, suivant les types de panne, des dépannages après déplacement de sécurité ou des évacuations.

### **Article 7 : Véhicules utilisés**

Les noms et adresse, ainsi que la raison sociale et le numéro de téléphone de l'entreprise doivent être apposés de façon apparente et lisible sur les véhicules d'intervention.

Les véhicules de relevage doivent être équipés conformément à la réglementation en vigueur. Tous les équipements nécessaires au dépannage/remorquage et à la mise en fourrière doivent être en bon état de fonctionnement.

Chaque véhicule dépanneur VL et PL doit disposer d'une signalisation distincte des véhicules participant à l'exploitation du réseau routier national non concédé.

Chaque véhicule doit disposer en permanence de l'outillage nécessaire (y compris les pièces de rechange usuelles et carburant) aux interventions de dépannage simple ainsi que du matériel de signalisation pour signaler et protéger les véhicules à dépanner.

Les véhicules devront être maintenus constamment en bon état de propreté intérieure et extérieure, et comporter un affichage visible et lisible des tarifs en vigueur.

### **Article 8 : Sécurité – signalisation des personnes**

Durant tout le temps de l'intervention qui inclut le déplacement sur l'axe routier ciblé, la prise en charge et l'évacuation du véhicule au lieu choisi par l'usager, le dépanneur se doit de respecter les règles générales de circulation et du Code de la Route, notamment :

- ne pas circuler à contre sens sur les chaussées ;
- ne pas circuler sur la bande d'arrêt d'urgence et les accotements (sauf manœuvre d'accostage) ;
- ne pas emprunter les interruptions du terre-plein central réservées au service, ou le terre-plein central gazonné, pour passer d'une chaussée à l'autre ;
- mettre en fonctionnement, sans discontinuité, les gyrophares dès la décélération du véhicule de dépannage pour rouler sur la bande d'arrêt d'urgence et jusqu'au moment de sa remise en vitesse sur la voie lente.
- les gyrophares sont hors service lors du déplacement à vide et lors du portage d'un véhicule.
- lors d'un tractage, il est fait obligation au dépanneur de laisser les gyrophares en fonctionnement (déplacement à vitesse réduite) ;
- stationner la dépanneuse le plus loin possible des voies de circulation avec le maximum de sécurité ;
- demander aux occupants du véhicule en panne de se placer derrière les dispositifs de retenue ou de se placer le plus à droite possible sur l'accotement lorsqu'il n'existe pas de dispositif particulier ;
- l'exécution de toute manœuvre est subordonnée à la priorité des autres usagers circulant sur l'autoroute ;
- lorsque la nature de l'intervention rend nécessaire d'enfreindre ces règles, le dépanneur doit, au préalable, obtenir l'accord des services de police ou de gendarmerie et se conformer à leurs instructions.

Les personnes intervenant à pied sur le domaine routier doivent être constamment visibles par les usagers. Le port d'un vêtement de signalisation à haute visibilité en bon état est obligatoire.

### **Article 9 : Situation exceptionnelle**

La priorité est donnée au dégagement rapide des voies de circulation.

Lorsque la situation l'exige, les dépanneurs agréés doivent être en mesure d'assurer en permanence la présence de véhicule de dépannage aux emplacements qui leur seront désignés (centre d'entretien, aire de service...) et dans les conditions déterminées par le gestionnaire de la voirie en accord avec les forces de l'ordre.

Sauf dans le cas où le dépannage sur place peut être effectué sans délai (dépannage en carburant, en lubrifiant...) et lorsque les conditions de sécurité l'exigent, les véhicules en panne doivent être immédiatement évacués, notamment dans les cas suivants :

- bande d'arrêt d'urgence neutralisée ou de largeur insuffisante ;
- véhicule en panne au droit d'une zone d'échange (divergente ou convergente) ou d'un basculement de circulation (trafic à double sens sur une même chaussée) ;
  - sur demande des forces de l'ordre, ou du gestionnaire des voiries

L'évacuation se fait dans les conditions stipulées à l'article 6.

Les dépanneurs doivent à la demande des forces de l'ordre enlever les véhicules délaissés par leurs occupants, les conduire au lieu indiqué ou les entreposer dans leurs établissements. Les frais d'enlèvement et éventuellement d'entrepôt sont à la charge du propriétaire du véhicule.

Selon les circonstances, en cas d'indisponibilité des dépanneurs concessionnaires l'administration peut requérir l'intervention sur le périmètre concédé de toute entreprise, agréée ou non, mais possédant les moyens suffisants pour remédier au trouble en cause.

## **Chapitre III : Conditions financières des interventions dans le cadre du dépannage remorquage**

### **Article 10 : Tarification**

La tarification pratiquée à l'usager doit figurer dans l'offre du candidat.

#### **a. Dispositions applicables aux véhicules légers :**

Sur le réseau routier national et autoroutier non concédé de l'Essonne, s'appliquera le prix forfaitaire tel que défini dans le décret n°89-477 du 11 juillet 1989 modifié relatif au dépannage des véhicules sur les autoroutes et routes express, et fixé par arrêté ministériel.

Dans le cadre de ce forfait, l'intervention comprend :

- pour le dépannage sur place : le déplacement du véhicule d'intervention et la réparation d'une durée de 30 minutes.
- pour le dépannage après déplacement de sécurité : le déplacement du véhicule d'intervention, le temps passé sur le lieu d'immobilisation, le remorquage du véhicule immobilisé vers une aire de repos, la réparation d'une durée de 30 minutes sur cette aire de repos.
- pour l'évacuation : le déplacement du véhicule d'intervention, le temps passé sur le lieu d'immobilisation, le remorquage du véhicule immobilisé soit jusqu'au garage du dépanneur, soit vers un lieu choisi par l'automobiliste dans la limite de 5 km après la sortie de l'autoroute.

Le forfait de base s'applique pour les missions confiées au dépanneur, la main courante des centres de secours faisant foi, du lundi au vendredi, entre 8h00 et 18h00.

Le forfait majoré (forfait de base majoré de 50 %) s'applique du lundi au vendredi, entre 18h00 et 8h00, ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

Toutes les prestations n'entrant pas dans le cadre du forfait de base sont soumises à facturation supplémentaire (fourniture éventuelle de pièces, temps de main d'œuvre supplémentaire à la demi-heure incluse dans le forfait, remorquage au-delà des 5 kms après la sortie de l'autoroute la plus proche du lieu de la panne).

#### **b. Dispositions applicables aux Poids Lourds :**

Les tarifs de dépannage sur place et de remorquage, et notamment le niveau des coûts unitaires des différentes prestations, sont librement établis par le dépanneur et sous sa responsabilité.

#### **c. Dispositions générales :**

L'information de l'utilisateur sur les prix est réalisée par un affichage visible et lisible dans la cabine de chaque véhicule de dépannage, à l'entrée des locaux du dépanneur de sorte d'être lisible de l'extérieur et dans les locaux de réception du public. L'affichage comporte le montant TTC des forfaits par type d'opération ainsi que l'ensemble des tarifs TTC librement déterminés par l'entreprise (main d'œuvre, km, etc.).

Après exécution de la prestation de dépannage ou d'évacuation, une note ou une facture conforme aux dispositions réglementaires applicables doit être remise au client. Pour une opération\* simple, il ne sera établi qu'une seule note incluant

l'ensemble des prestations fournies et leur prix. La note sera établie en deux exemplaires : l'original délivré au client, un double conservé par l'entreprise.

*\*Par opération, il faut comprendre la période pendant laquelle le véhicule est sous la responsabilité du dépanneur.*

#### Mentions réglementaires :

- date et lieu d'exécution des prestations,
- date d'établissement de la note,
- nom et adresse du dépanneur,
- nom et adresse (sauf opposition de celui-ci) du client,
- somme totale à payer HT et TTC, en faisant préalablement apparaître séparément le prix, la quantité et la dénomination exacte de chacune des prestations rendues et des fournitures vendues,
- kilométrage inscrit au compteur du véhicule remis en état.

#### Mentions complémentaires :

- numéro minéralogique,
- heure d'appel des forces de l'ordre ou du client,
- heure d'arrivée du dépanneur sur les lieux de la panne,
- observations éventuelles du client et/ou du dépanneur,
- heure de fin d'intervention.

### **Chapitre IV : Procédure applicable aux véhicules mis en fourrière**

#### **Article 11 : Réglementation applicable**

La réglementation applicable en matière de mise en fourrière de véhicules dans le cadre de cette concession est inscrite aux articles L 325-1 et suivants et R325-1 et suivants du code de la route.

#### **Article 12 : Modes de rémunération de la concession de service public**

Le titulaire du contrat de concession réalise et finance les investissements, assure l'exploitation du service de fourrière automobile à ses risques et périls et se rémunère directement auprès des propriétaires des véhicules (articles L. 325-9 et R. 325-29 alinéa 1<sup>er</sup> du code de la route).

La rémunération du concessionnaire est assurée par le paiement par les usagers des frais afférents à la mise en fourrière, et à la garde du véhicule, dans la limite des tarifs maxima en vigueur concernant les frais de fourrière pour automobiles définis par l'arrêté interministériel du 14 novembre 2001 modifié.

Le concessionnaire pourra prétendre à une indemnisation par l'État pour les opérations effectuées sur les véhicules dont les propriétaires s'avéreraient inconnus, introuvables ou insolvable, conformément aux dispositions de l'article R. 325-29-VI du code de la route. L'indemnisation est destinée à couvrir les frais d'enlèvement, et de garde du véhicule dans la limite d'un nombre de jours de garde plafonné à 28 jours. Ce plafond de l'indemnisation du nombre de jours de garde (28 jours).

## **Chapitre V : MODALITÉS DE LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC**

### **Article 13 : Contrat de concession de service public**

L'exercice effectif de l'activité de professionnel sur le réseau routier et autoroutier national non concédé dans l'Essonne est subordonné à la conclusion d'un contrat de concession avec la Préfète, conformément aux dispositions du Code de la commande publique s'y rapportant.

« hormis les cas prévus à l'article 3135-6 du Code de la commande publique, la concession est incessible ».

Toute modification des conditions initiales ayant donné lieu à la conclusion du contrat doit être signalée à la préfecture de l'Essonne pour examen. Dans ce cas la préfecture de l'Essonne se réserve le droit de juger si cette modification est compatible avec le maintien du contrat de concession.

Les modifications de statut juridique ou d'organisation interne du titulaire devront être examinées selon les modalités de l'article X.

### **Article 14 : Durée de la concession**

La concession prend effet à compter de sa notification pour une durée de 6 ans.

En cas de décès ou de succession du professionnel titulaire de la concession ou de modification dans la situation commerciale et juridique de l'entreprise (notamment : vente, mise en gérance, changement de dirigeants, changement du lieu d'exploitation), la concession cesse de plein droit.

Toutefois et conformément à l'article R3135-6 du Code de la commande publique, le contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel la préfecture de l'Essonne a initialement attribué le contrat de concession, dans le cas ci-après :

- Dans le cas d'une cession du contrat de concession, à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial. Le nouveau concessionnaire justifie

des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par la préfecture de l'Essonne. Cette cession ne peut être effectuée dans le but de soustraire le contrat de concession aux obligations de publicité et de mise en concurrence..

Dans tous les cas, la durée de la nouvelle concession ne pourra se poursuivre au-delà de la date d'expiration fixée pour la concession initiale.

### **Article 15 : Rapport annuel d'activité**

Le titulaire produira avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année à la préfecture, un rapport conforme aux articles R. 3131-2, R. 3131-3 et R. 3131-4 du code de la commande publique.

Il devra répondre à toute demande d'information statistique, et informer la Préfète des réclamations éventuelles et de la suite qui leur a été donnée.

Il conviendra de distinguer les activités fourrière et dépannage.

À défaut de production de ce rapport, le concessionnaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 19 du présent document.

### **Article 16 : Responsabilité et contrôles de l'administration**

Les services de l'État assurent, dans la mesure du possible, l'accès au dépanneur au lieu de l'intervention. Si l'intervention présente un risque de sécurité pour le dépanneur, les forces de l'ordre prendront les dispositions nécessaires pour que le professionnel œuvre en toute sécurité.

Des contrôles en entreprise seront effectués à la diligence de la Préfète pour vérifier le respect des dispositions du présent cahier des charges.

### **Article 17 : Responsabilités du concessionnaire**

Le titulaire demeure responsable des fraudes et erreurs ou fausses manœuvres qui seraient commises par ses agents ou ouvriers.

La responsabilité de l'administration ne pourra, en aucun cas, être recherchée à l'occasion d'accidents ou dommages, quels qu'ils soient, résultant de l'opération d'enlèvement.

Le titulaire sera seul responsable de tous les dommages matériels et des accidents corporels qui pourraient résulter de son activité pour son personnel et pour les tiers.

Le cocontractant garantit l'administration en cas de recours de victimes de dommages du fait du titulaire.

### **Article 18 : Résiliation**

La concession peut être résiliée à l'initiative de la Préfète en respectant un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception. En pareil cas, le titulaire est tenu de mener jusqu'à son terme l'exercice de sa mission, pour tout véhicule pris en charge avant la résiliation de la convention.

La concession est résiliée de plein droit, sans indemnités et avec effet immédiat, en cas de non-renouvellement ou de retrait de l'agrément préfectoral de gardien de fourrière du titulaire.

La concession peut être résiliée, sans indemnités, pour motif d'intérêt général, dont la nécessité d'assurer la continuité du service public.

La concession peut prendre fin d'un commun accord entre les deux parties, au moyen d'un avenant à la présente convention. Les conditions de la résiliation seront examinées lors d'une rencontre entre les deux parties.

La concession est automatiquement résiliée en cas de mise en liquidation judiciaire du titulaire. Le liquidateur sera mis en demeure de prendre parti sur la liquidation du contrat conformément à l'article L. 641-11-1 III du code de commerce.

La concession peut être résiliée, sans indemnités, par l'administration, en cas de faute grave du titulaire. La résiliation sera prononcée après mise en demeure du titulaire de se conformer à ses obligations dans un délai d'un mois à compter de la notification de cette mise en demeure.

### **Article 19 : Sanctions**

Le manquement aux prescriptions du présent cahier des charges et de la réglementation, tant au niveau administratif que dans l'exécution des prestations de dépannage et de mise en fourrière ainsi que le fait de ne pas fournir des justifications satisfaisantes en réponse aux plaintes des usagers ou aux demandes de l'administration peuvent donner lieu à des sanctions de la part de la Préfète de l'Essonne.

La Préfète de l'Essonne portera à la connaissance du titulaire toute sanction, ainsi que le ou les motifs de celle-ci, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une copie de la notification de sanction sera adressée aux membres de la Commission Départementale de Sécurité Routière.

Le titulaire pourra présenter par écrit, s'il le souhaite, ses observations et objections.

## 1. Sanction immédiate pour faute grave

En cas de constatation de faute grave, la Préfète de l'Essonne pourra prononcer une suspension provisoire du présent contrat. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation compensatoire.

## 2. Avertissement

La Préfète de l'Essonne ou son représentant pourra transmettre par écrit un avertissement au titulaire si celui-ci n'observe pas l'une des clauses du présent cahier des charges, notamment s'il :

- Ne respecte pas l'organisation du dépannage ;
- Ne fournit pas de justification satisfaisante en réponse aux plaintes d'usagers ;
- Ne fournit pas de justification satisfaisante aux observations des forces de l'ordre, de gendarmerie, etc.

## 3. Suspension du présent contrat :

Le présent contrat peut être suspendu par la Préfète de l'Essonne pour une durée maximale de 6 mois si le titulaire n'observe pas l'une des clauses du présent cahier des charges et s'il :

- Commet des infractions économiques ;
- Fait preuve de technicité insuffisante (moyens ou compétences lors des interventions);
- Ne respecte pas les conditions et obligations du contrat de concession (prestations mal exécutées sur simple constat) ;
- Ne tient pas compte de l'avertissement qu'il a reçu. A noter que le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour se conformer aux demandes de l'administration.;
- Délègue une part des services qui lui est confiée pour la présente concession sans l'accord de l'autorité concédante. Toutefois, il demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat de concession.

La suspension du présent contrat peut être prononcée sans que la Préfète de l'Essonne ait transmis, au préalable, un avertissement.

## 4. Résiliation du présent contrat

Le présent contrat peut être résilié si le titulaire n'observe pas l'une des clauses du présent cahier des charges ou en cas de faute grave.

### **Article 20 :** Maintien et perte du présent contrat

Le titulaire portera, obligatoirement et sans délai, à la connaissance de l'administration l'un de ces faits s'il venait à se produire.

- vente de l'entreprise ;
- mise en gérance de l'entreprise ;
- changement de gérant de l'entreprise ;
- cession de part majoritaire de l'entreprise ;
- décès du titulaire.

Pour certains faits, ils seront traités conformément à l'article 14 du présent document.

Le présent contrat devient caduc en cas de modification de l'organisation nationale de la concession décidée et notifiée par l'administration.

Pour les cas énumérés ci-dessus la Préfète de l'Essonne, dès qu'il en sera informé, portera à la connaissance du titulaire toute mesure de caducité ou de résiliation du présent contrat qu'il détient, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette mesure prendra effet après un délai de trois mois compté depuis la date d'envoi du courrier recommandé.

La résiliation du présent contrat par un titulaire, y compris la caducité, ne peut en aucun cas donner lieu à l'attribution d'une indemnité quelle qu'elle soit.

### **Article 21 : Litiges**

Toutes les contestations relatives à l'interprétation et à l'exécution des clauses du présent Cahier des Charges seront examinées par la Commission Départementale de Sécurité Routière.

Après délibération de cette commission, si des litiges subsistent, ces derniers seront soumis aux tribunaux administratifs compétents.

### **Article 22 : Publicité du cahier des charges**

Le présent cahier des charges est tenu à disposition des usagers :

- à la préfecture de l'Essonne – Direction de la réglementation et de la sécurité routière – Service éducation et sécurité routière, boulevard de France Georges Pompidou 91010 EVRY-COURCOURONNES CEDEX,
- sur le site internet de la préfecture :  
<https://www.essonne.gouv.fr/Publications/Autres-publications/Marches-publics>
- dans les locaux des concessionnaires

